



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

Portant décision après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro F02418P0083 en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°18.017 du 1^{er} février 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0083 relative à l'installation de serres tunnels photovoltaïques à Millançay (41) reçue complète le 20 avril 2018 ;
- Vu la décision tacite, née le 25 mai 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

- Considérant que le projet consiste en l'installation de serres tunnels surmontées de panneaux photovoltaïques d'une surface d'environ 1,6 hectares sur la commune de Millançay (41) ;
- Considérant que le projet relève de la catégorie 30° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet permettra la production d'électricité d'origine renouvelable d'environ 1,1 MWc et la réintroduction de cultures biologiques sur des parcelles délaissées ;
- Considérant que l'emprise du projet est classée en zones naturelles à vocation agricole « NC » au plan d'occupation des sols de Millançay approuvé le 18 juillet 1990 ;
- Considérant que le projet, situé dans le périmètre des sites Natura 2000 « Sologne » et « Étang de Sologne », n'est pas de nature à remettre en cause leur état de conservation ;
- Considérant que les fosses de drainage seront remises en état afin de permettre le bon écoulement des eaux ;

- Considérant l'absence de fondations en béton ou autres matériaux imperméabilisant les sols et la réversibilité totale des installations ;
- Considérant ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement et la santé humaine ;

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 25 mai 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet d'installation de serres tunnels photovoltaïques à Millançay (41) est annulée.

Article 2

Le projet d'installation de serres tunnels photovoltaïques à Millançay (41) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

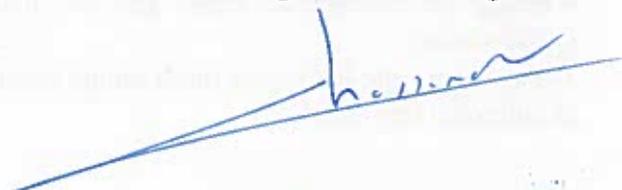
Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **12 JUL. 2018**

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Christophe CHASSANDE

| |
|-----------------------------------|
| Voies et délais de recours |
|-----------------------------------|

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex 1
(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.

